

ATMO BFC

*37 Rue Battant
25000 BESANCON*

RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice Clos le 31 décembre 2024

ATMO BFC

*37 Rue Battant
25000 BESANCON*

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

- *Opinion*
- *Fondement de l'opinion*
- *Justification des appréciations*
- *Vérifications du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents*
- *Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels*
- *Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels*
- *Comptes Annuels*

RAPPORT SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 décembre 2024



A l'assemblée générale de l'association **ATMO BFC**,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **ATMO BFC** relatifs à l'exercice clos le **31 décembre 2024**, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications du rapport de gestion et des autres documents adressés aux adhérents

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion de la Présidente et dans les autres documents adressés aux adhérents sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par la Présidente.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.823-10-1 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Besançon, le 27 mai 2025

Le Commissaire aux Comptes
Génération Audit Expertise



Damien SARRON
Commissaire aux Comptes inscrit

Bilan Actif

	Brut	Amortissement provision	Net Exercice 2024	Net Exercice 2023
Immobilisations incorporelles	268 687	158 685	110 002	21 486
Immobilisations corporelles	6 179 834	4 659 217	1 520 617	1 661 935
Terrains	28 779		28 779	28 779
Constructions	1 659 492	1 106 813	552 679	604 523
Installations Techniques, matériel et Outillage	3 464 423	2 757 671	706 752	760 318
Autres immobilisations corporelles	982 630	794 733	187 897	212 215
Immobilisations corporelles en cours	44 510		44 510	
Avances et acomptes versés sur immob.				56 100
Immobilisations Financières	22 045	7 246	14 798	19 620
Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés				
Prêts				
Autres immobilisations financières	22 045	7 246	14 798	19 620
TOTAL (I)	6 470 566	4 825 148	1 645 417	1 703 040
Stocks et en-cours	115 598		115 598	109 211
Matières premières, approvisionnements	115 598		115 598	109 211
En-cours de production de biens				
En-cours de production de services				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Créances	804 566		804 566	508 859
Créances clients, usagers et comptes	47 205		47 205	16 602
Autres créances	757 360		757 360	492 257
Valeurs mobilières de Placement				
Disponibilités	2 754 570		2 754 570	2 689 012
Charges constatées d'avance	60 048		60 048	82 089
TOTAL (II)	3 734 782		3 734 782	3 389 171
TOTAL ACTIF (I+II)	10 205 348	4 825 148	5 380 199	5 092 212

Bilan Passif

	Exercice 2024	Exercice 2023
Fonds Propres Statutaires	115 688	115 688
Fonds Propres Complémentaires		
Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles	36 655	36 655
Réserves pour projet de l'entité	1 935 957	1 935 957
Autres		
Report à nouveau	753 701	659 164
Résultat de l'exercice	77 595	94 537
Total des fonds propres (situation nette)	2 919 596	2 842 001
Subventions d'investissement	1 436 553	1 437 320
Provisions réglementées		
Total des autres fonds propres	1 436 553	1 437 320
Total des Fonds Propres	4 356 149	4 279 322
Fonds dédiés sur subvention d'exploitation	245 640	114 541
Total des fonds reportés et dédiés	245 640	114 541
Provisions pour risques		
Provisions pour charges	45 468	39 468
Total des provisions	45 468	39 468
Emprunts auprès des établissements de crédit		
Emprunts et dettes financières divers		
Avances et Acomptes reçus sur commandes en cours		
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	308 398	372 718
Dettes fiscales et sociales	201 648	189 791
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	87 214	74 580
Autres dettes		
Produits constatés d'avance	135 682	21 792
Total des dettes	732 942	658 881
TOTAL PASSIF	5 380 199	5 092 212

Compte de résultat

		31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION			
	Cotisations	37 000	35 000
	Ventes de biens et services		
	Ventes de biens	303	
	Ventes de prestations de services	227 934	108 443
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subvention d'exploitation	2 722 624	2 516 897
	Ressources liées à la générosité du public		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, provisions et transferts de charges	46 727	52 010
Utilisation des fonds dédiés	30 990	241 722	
Autres produits	357 615	379 412	
	Total produits d'exploitation	3 423 193	3 333 483
CHARGES D'EXPLOITATION			
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements	54 400	41 265
	Variation de stock	-6 387	-5 056
	Autres achats et charges externes	991 809	1 054 826
	Aides financières		
	Impôts, taxes et versements assimilés	129 035	126 217
	Salaires et traitements	1 187 806	1 113 300
	Charges Sociales	473 895	484 817
Dotation aux amortissements	389 114	420 534	
Dotation aux Provisions	11 929	5 224	
Reports en fonds dédiés	161 943	1 180	
Autres charges	6 659	15 597	
	Total charges d'exploitation	3 400 203	3 257 905
	RESULTAT D'EXPLOITATION	22 990	75 579

Compte de résultat

		31/12/2024	31/12/2023
	RESULTAT D'EXPLOITATION	22 990	75 579
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	Autres intérêts et produits assimilés	56 840	9 149
	Reprises sur provisions et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total produits financiers	56 840	9 149
CHARGES FINANCIÈRES	Dotations aux amortissements et provisions		
	Intérêts et charges assimilés		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
	Total charges financières	0	0
	RESULTAT FINANCIER	56 840	9 149
	RESULTAT COURANT avant impôts	79 831	84 728
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion	7 124	3 565
	Sur opérations en capital		8 400
	Reprises sur provisions et transferts de charges		
	Total produits exceptionnels	7 124	11 965
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	300	545
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements et provisions		
	Total charges exceptionnelles	300	545
	RESULTAT EXCEPTIONNEL	6 824	11 420
	Impôt sur les bénéfices	9 060	1 610
	TOTAL DES PRODUITS	3 487 158	3 354 597
	TOTAL DES CHARGES	3 409 563	3 260 060
	EXCEDENT ou DEFICIT	77 595	94 537

Dons en nature		
Prestations en nature	9 517	9 517
Bénévolat	9 517	9 517
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens	9 517	9 517
Prestations		
Personnel bénévole	9 517	9 517



Annexe au Bilan

Annexe au bilan avant répartition qui présente les caractéristiques suivantes :

- Le bilan de l'exercice présente un total de **5 380 199** euros
- Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche :
 - un total de produits de **3 487 158** euros
 - un total de charges de **3 409 563** euros
- Dégage un résultat de **77 595** euros

L'exercice considéré :

- débute le **01/01/2024**
- finit le **31/12/2024**
- et a une durée de **12** mois

Les notes (ou tableaux) ci-après, font partie intégrante des Comptes Annuels.

Objet de l'Association

L'association a pour objet d'établir et de mettre en oeuvre une stratégie de surveillance et de communication sur la qualité de l'air en lien avec le climat, l'énergie, la santé et les écosystèmes.

Les principales activités de l'association peuvent être résumées de la façon suivante :

- l'association dispose d'un agrément ministériel pour surveiller, prévoir et informer sur la qualité de l'air extérieur pour le compte de l'Etat afin de vérifier le respect de la réglementation.
- la surveillance des pollens avec des analyses hebdomadaires.
- la surveillance de la qualité de l'air intérieur dans les locaux dont les collectivités sont propriétaires.
- l'observatoire Air-Climat-Energie par production de données à destination des territoires et son animation.

Pour réaliser ces missions, les ressources financières de l'association s'articulent autour :

- de subventions accordées par l'Etat et es collectivités territoriales ;
- de la taxe sur les activités polluantes versée par les industriels ;
- de la facturation de prestations pour les activités accessoires.

Concernant les moyens mis en oeuvre, l'association s'appuie essentiellement sur ses salariés (techniciens, responsables et chargés d'études et communication, personnel administratif) ainsi que sur 3 personnes mises à disposition par Grand Besançon Métropole.

Des stations fixes et mobiles permettent la réalisation des différentes mesures, un dispositif complété de plateformes de modélisations.

Règles et Méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **5 380 199 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total de **produits de 3 487 158 euros** et un total de **charges de 3 409 563 euros**, dégageant ainsi **un résultat de 77 595 euros**

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**. Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation ;
- permanence des méthodes comptables d'un exercice sur l'autre ;
- indépendance des exercices.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

Aucun changement dans les méthodes d'évaluation et dans les méthodes de présentation n'a été apporté.

Les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires, hors frais d'acquisition des immobilisations) ou à leur coût de production.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Les éléments non amortissables de l'actif immobilisé sont inscrits pour leur valeur brute constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision pour dépréciation est constituée du montant de la différence.

Stocks

Les stocks sont évalués au dernier prix d'achat connu.

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Règles et Méthodes comptables

Disponibilités

Les liquidités disponibles en banque ou en caisse ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Provision pour risques et charges

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès lors qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Indemnités de fin de carrière

Les engagements concernant les indemnités de départ à la retraite sont valorisés pour les seuls salariés susceptibles de partir au cours des 10 prochaines années. L'engagement ainsi obtenu fait l'objet d'un étalement en comptabilité jusqu'à la fin de l'exercice précédent celui du départ.



Immobilisations

	Valeurs brutes au début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeurs brutes au 31/12/2024
Frais d'établissement et de développement	38 322	112 200	38 322	112 200
Autres	149 872	6 614		156 487
<u>Immobilisations incorporelles</u>	188 194	118 814	38 322	268 687
Terrains	28 779			28 779
Constructions sur sol propre	711 320			711 320
Constructions sur sol d'autrui	488 944	4 867	12 457	481 353
Constructions - Instal. Agencet aménagements	457 129	22 523	12 833	466 819
Instal. Techniques, matériel outillage indus	3 523 541	144 989	204 107	3 464 423
Instal. Agencements, aménagements divers	104 729			104 729
Matériel de transport	335 807	20 118		355 925
Matériel de bureau, informatique et mobilier	488 287	36 592	15 217	509 662
Autres immobilisations corporelles	12 314			12 314
Immobilisations corporelles en cours		44 510		44 510
Avances et Acomptes	56 100		56 100	0
<u>Immobilisations corporelles</u>	6 206 950	273 598	300 713	6 179 834
Autres participations				
Prêts et autres immobilisations financières	19 620	10 000	7 575	22 045
<u>Immobilisations financières</u>	239 760	10 000	7 575	22 045
Total général	6 634 904	402 412	346 610	6 470 566

Amortissements

	Amortissements début de l'exercice	Dotations	Diminutions	Amortissements au 31/12/2024
Frais d'établissement et de développement	38 322	11 681	38 322	11 681
Autres	128 386	18 618		147 004
<u>Immobilisations incorporelles</u>	166 708	30 299	38 322	158 685
Terrains				
Constructions sur sol propre	318 571	36 031		354 602
Constructions sur sol d'autrui	408 210	13 014	12 457	408 767
Constructions - Instal. Agencé aménagements	326 090	30 187	12 833	343 444
Instal. Techniques, matériel outillage indus	2 763 223	198 555	204 108	2 757 671
Instal. Agencements, aménagements divers	69 957	8 606		78 563
Matériel de transport	261 770	26 969		288 739
Matériel de bureau, informatique et mobilier	392 729	42 109	15 217	419 621
Autres immobilisations corporelles	4 467	3 344		7 811
<u>Immobilisations corporelles</u>	4 545 017	358 815	244 614	4 659 218
Total général	4 711 725	389 114	282 936	4 817 902

Provisions

	Début de l'exercice	Augmentations	Diminutions	Valeurs au 31/12/2024
Provisions pour investissement				
Provisions pour hausse des prix				
Provisions pour amortissements dérogatoires				
Provisions autres				
<u>Provisions réglementées</u>				
Pour litiges				
Pour garanties données aux clients				
Pour amendes et pénalités				
Pour pensions et obligations similaires	39 468	4 683		44 151
Pour Impôts		1 317		1 317
Pour renouvellement des immobilisations				
Pour gros entretiens et grandes révisions				
Autres				
<u>Provisions pour risques et charges</u>	39 468	6 000		45 468
Sur immobilisations incorporelles				
Sur immobilisations corporelles				
Sur immobilisations financières		7 246		7 246
Sur stocks				
Sur comptes clients et usagers				
Autres	18 542		18 542	
<u>Provisions pour dépréciation</u>	18 542	7 246	18 542	7 246
Total général	58 010	13 246	18 542	52 714
dont dotations et reprises d'exploitation		13 246		
dont dotations et reprises financières				
dont dotations et reprises exceptionnelles				

Créances et Dettes

	31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières	22 045		22 045
Clients, usagers douteux	47 205	47 205	
Autres créances clients			
Personnel et comptes rattachés	9 910	9 910	
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	1 064	1 064	
Impôts sur les Bénéfices			
Taxe sur la valeur Ajoutée	5 094	5 094	
Autres impôts, taxes versements assimilés			
Divers	602 918	602 918	
Débiteurs Divers	138 374	138 374	
Charges constatées d'avance	60 048	60 048	
Total des créances	886 658	864 613	22 045
Prêts accordés en cours d'exercice			
Remboursements obtenus en cours d'exercice			

	31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
Emprunts et dettes ets de crédit				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	308 398	308 398		
Personnel et comptes rattachés	37 716	37 716		
Sécurité Sociale et autres organismes sociaux	127 471	127 471		
Impôts sur les Bénéfices	7 743	7 743		
Taxe sur la valeur Ajoutée	7 927	7 927		
Autres impôts, taxes versements assimilés	20 791	20 791		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	87 214	87 214		
Autres dettes				
Produits constatés d'avance	135 682	135 682		
Total des dettes	732 942	732 942		
Emprunts souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				

Variation des Fonds Propres

	Fonds Propres au 31/12/2023	Affectation résultat N-1	Augmentation	Diminution	Fonds Propres au 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	115 688				115 688
Fonds propres avec droit de reprise					
Réserves statutaires ou contractuelles	36 655				36 655
Réserves pour projet de l'entité	1 935 957				1 935 957
Autres réserves					
Report à nouveau	659 164	94 537			753 701
Excédent ou déficit de l'exercice	94 537	(94 537)	77 595		77 595
Situation nette	2 842 001	0	77 595		2 919 596
Subventions d'investissement	1 437 320		356 620	357 387	1 436 553
Provisions réglementées					
Total	4 279 321	0	434 215	357 387	4 356 149

Subventions d'investissement

	Subventions au 31/12/2023	Augmentations	Diminutions	Subventions au 31/12/2024
Subventions d'équipement Autres subventions d'investissement	4 572 070	356 619	588 099	4 340 590
<u>Montant nominal</u>	4 572 070	356 619	588 099	4 340 590
Quotes-parts virées au résultat	3 134 749	357 387	588 099	2 904 037

Variation des Fonds Dédiés

	Fonds dédiés au 31/12/2023	Reports	Utilisations		Transferts	Fonds dédiés au 31/12/2024	
			Montant global	dont remboursement		Montant global	dont fonds dédiés à des projets sans dépense au cours des 2 derniers exercices
Subventions d'exploitation	114 541	162 089	30 990			245 640	
Contributions financières autres organismes							
Ressources liées à la générosité du public							
Total	114 541	162 089	30 990			245 640	

Charges et Produits Constatés d'Avance

Charges Constatées d'avance	Période	Montants	31/12/2024
<u>d'exploitation</u>			60 048
Fournitures consommables		21 628	
Locations, charges locatives		7 800	
Entretiens, réparations, maintenances		16 729	
Honoraires		10 579	
Autres frais		3 312	
<u>financières</u>			
<u>exceptionnelles</u>			
Total général			60 048

Produits Constatés d'avance	Période	Montants	31/12/2024
<u>d'exploitation</u>			135 682
Prestations de service		18 649	
Concours publics et subventions d'exploitation		117 034	
<u>financiers</u>			
<u>exceptionnels</u>			
Total général			135 682

Autres Informations

Effectif Moyen	Personnel salarié	Personnel mis à disposition de l'association
Cadres	8	1
Non cadres	20	2
Alternants	2	
Total général	30	3

Honoraires du commissaire aux comptes

Le montant total des honoraires du commissaire aux comptes liés à sa mission de contrôle légal des comptes figurant au compte de résultat de l'exercice s'élèvent à 7 030 euros.